**DÉPARTEMENT DE SEINE ET MARNE**

 **MAIRIE**

 **VILLEVAUDÉ**

 **BORDEAUX - MONTJAY**

**COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 4 avril 2012**

Monsieur le Maire ouvre la séance à 20 heures 30, procède à l’appel et charge Madame GODART d’assurer le secrétariat de séance, fonction que celle-ci accepte.

**Présents** : Mrs. CHOPELIN, BROQUET, DEN HOLLANDER, DIOT, FERAL, GAUFRIAU, PEDA, TALATIZI et

Mmes GODART, BIASON

**Absents, excusés et représentés** :

Mme PINEZIC a donné pouvoir à Mr TALATIZI

**Absents** : Mmes DE LAERE , SCHMIT, Mrs, GOURMELON, MUELLER,TASSEL et MARCEAUX

**Secrétaire de séance** : Mme GODART

**PLU : Projet d Aménagement et de Développement Durable**

Monsieur le maire précise qu’en vertu de l’article L123-9 du code de l’urbanisme qui stipule, qu’un débat doit avoir lieu au sein du conseil municipal sur les orientations générales du PADD .Il donne la parole à Monsieur Jean DEN HOLLANDER, l’adjoint en charge de l’environnement, pour présentation.

**1-ENVIRONNEMENT**

 **1-1-Protéger les paysages et préserver les ressources naturelles**

 **1-2-Mettre en valeur le patrimoine , l’image de Villevaudé et améliorer son cadre de vie**

**2-HABITAT ET EQUILIBRE SOCIAL**

**Préserver le cadre traditionnel de Villevaudé**

**3-DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

**Relevé les enjeux du développement économique**

**4-EQUIPEMENTS ET SERVICES**

**Proposer une bonne armature d’équipements et de services**

**5-CIRCULATION TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS**

**Améliorer la circulation et les déplacements dans la commune**

Monsieur le maire déclare le débat ouvert

Sandrine Biason : Nous étions d’accord pour ne pas donner suite au projet salle multisports, aussi il n’est pas utile qu’elle soit mentionnée Et je suis étonnée de voir figurer une antenne SFR alors qu’il n’en était pas question auparavant

Monsieur le Maire : Possibilité d’installation d’une antenne sur le château d’eau

Sandrine Biason :Il faut appliquer le principe de précaution .Nous avons déjà les lignes à haute tension sur le territoire. Je n’avais jamais entendu parler de cette antenne

Mr TalatizI :Peut-être qu’il existe des problèmes de couverture ?

Mr Le Maire : on supprime donc le paragraphe sur l’antenne et celui de la salle multisports –

 Mr Le Maire demande s’il y a d’autres points à soulever et fait procéder au vote

*Délibération*

**Vu** la délibération du conseil municipal en date du 11 décembre 2008 portant sur l’élaboration du PLU;

**Considérant** qu’en vertu de l’article L123-9 du code de l’urbanisme qui stipule qu’un débat doit avoir lieu au sein du conseil municipal sur les orientations générales du PADD

**En conséquence,** il est proposé au conseil municipal de débattre de ces orientations générales ainsi que des objectifs du PLU à savoir :

**1-ENVIRONNEMENT**

 **1-1-Protéger les paysages et préserver les ressources naturelles**

 **1-2-Mettre en valeur le patrimoine , l’image de Villevaudé et améliorer son cadre de vie**

**2-HABITAT ET EQUILIBRE SOCIAL**

**Préserver le cadre traditionnel de Villevaudé**

**3-DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

**Relevé les enjeux du développement économique**

**4-EQUIPEMENTS ET SERVICES**

**Proposer une bonne armature d’équipements et de services**

**5-CIRCULATION TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS**

**Améliorer la circulation et les déplacements dans la commune**

**Ayant Entendu** la présentation du PADD effectuée par l’adjoint en charge de l’environnement, **Monsieur le Maire** **a déclaré le débat ouvert**

Conformément à l’article L123-8 du code de l’urbanisme, le conseil municipal a débattu des orientations générales du PADD.et **décide de supprimer** dans la rubrique « équipements et services » (page15) :

**Développer les équipements sportifs en réalisant une salle multi-sport**

**Accueillir une antenne SFR**

 Le projet de PADD est annexé à la présente délibération et **adopté à l’unanimité**

.**APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU 16 JANVIER 2012 : Vote à l’ Unanimité**

**1-ELECTION ADJOINT AU MAIRE SUITE A DEMISSION :**

Suite à la démission de Mr AMBEAU adjoint au maire chargé de l’urbanisme et des travaux il convient d’élire un nouvel adjoint Mr le Maire informe le conseil que Mme Biason Sandrine est candidate et demande si un autre membre souhaite se porter candidat Mme Biason étant la seule candidate Mr le Maire fait procéder au vote à bulletin secret .Les membres du conseil sont appelés au vote.

L’ensemble du conseil ayant voté ,il est procédé au dépouillement

Nombre de votants : 11

Nombre de bulletins blancs ou nuls : 1

Nombre de suffrages exprimés : 10

**Mme Sandrine BIASON élue 5ème adjointe à la majorité absolue**

*délibération*

Vu la délibération en date du 15 mars 2008 portant création de 5 postes d’adjoints au maire,

Vu la délibération en date du 15 mars 2008 relative à l’élection des adjoints au maire.

Vu l’arrêté du 7 avril 2008 portant délégation de fonction et de signature

Considérant la lettre de démission en date du 10 février 2012, de Monsieur Eric AMBEAU de son poste d’Adjoint au Maire chargé de l’Urbanisme et des Travaux.

Considérant l’avis émis par Monsieur le Sous-Préfet de Torcy en date du 21 février 2012.

Considérant que pour assurer le bon fonctionnement des services, il est nécessaire de pourvoir le poste vacant

**Article 1er:** Décide qu’ il convient de redéfinir l’ordre du tableau de la manière suivante

* 1er Adjoint au Maire : Monsieur Alain BROQUET
* 2ème Adjoint au Maire  Monsieur Jean DEN HOLLANDER
* 3ème Adjoint au Maire Monsieur Clément GAUFRIAU
* 4ème Adjoint au Maire Madame Catherine GODART
* Et de procéder à la désignation du 5ème adjoint au maire au scrutin secret à la majorité absolue :

Est candidat : Mme Sandrine BIASON

**Article 2** : Mme **BIASON Sandrine** est désignée en qualité de 5ème adjointe au maire à la majorité absolue

**2-REPARTITION DES INDEMNITES ALLOUEES AUX ADJOINTS AU MAIRE :**

Monsieur le Maire rappelle que lors de sa séance du 15 mars 2008, le Conseil Municipal a voté le versement des indemnités de fonctions aux Adjoints au Maire.

A la demande du Trésor Public et considérant les différentes démissions, il convient d’actualiser cette délibération.

*Délibération*

**Vu** le code général des collectivités territoriales

**Vu** la délibération en date du 15 mars 2008 fixant les indemnités de fonctions du maire et des adjoints,

**Vu** le budget communal,

**Considérant** que les assemblées délibérantes sont tenues de fixer les indemnités de fonctions dans la limite des taux maxima prévus par la loi pour chaque catégorie d’élus,

**Après en avoir délibéré,**

 **LE CONSEIL MUNICIPAL**

 **A l’unanimité**

**DECIDE** d’allouer, avec effet immédiat, une indemnité de fonction aux adjoints au Maire suivants :

* 1 er Adjoint au Maire : Monsieur Alain BROQUET
* 2ème Adjoint au Maire : Monsieur Jean DEN HOLLANDER
* 3ème Adjoint au Maire : Monsieur Clément GAUFRIAU
* 4ème Adjointe au Maire : Madame Catherine GODART
* 5 ème Adjointe au Maire  Mme Sandrine BIASON

L’indemnité sera allouée identiquement entre les cinq adjoints au Maire et ce au taux de 16,5 % de l’indice brut 1015 soit un montant annuel de 7 526,88 € Brut. Cette indemnité sera versée mensuellement

**RESSOURCES HUMAINES**

**3-Versement d’une prime d’astreinte au personnel communa**l

Monsieur le Maire rappelle que lors de sa séance du 10 avril 2003, le Conseil Municipal a voté le versement d’une prime d’astreinte au personnel communal applicable au service technique de la commune.

Monsieur le Maire précise qu’il convient d’étendre cette délibération également à la filière police municipale, certains agents de la Police Municipale étant soumis à astreinte.

Mr TALATIZI et MR FERAL ? : Pourquoi la police ne l’avait-elle pas?

Mr le Maire : Nous n’avions pas de police municipale à cette époque et le garde champêtre était logé, donc il ne pouvait y prétendre

*Délibération*

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal en date 10 avril 2003 fixant le versement d’une prime spécifique aux agents d’astreinte,

**Vu** le budget communal,

**Considérant** qu’il convient d’ajouter les agents de la filière police municipale au versement de cette prime d’astreinte

**Après en avoir délibéré,**

 **LE CONSEIL MUNICIPAL**

 **A l’unanimité**

**DECIDER** d’autoriser le versement d’une prime spécifique d’astreinte au personnel de la filière technique et de la filière police municipale conformément aux règlements en vigueur.

**PRECISE** que cette indemnité sera versée forfaitairement quel que soit le nombre et la durée des interventions effectuées durant la période d’astreinte.

**DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget

**4-** **Rémunération des personnels enseignants exerçant une activité de surveillance de cantine et des études surveillées**

Monsieur le Maire rappelle que lors de sa séance du 15 septembre 2005, le Conseil Municipal a voté la rémunération des personnels enseignants exerçant des missions des surveillances d’études surveillées à 16,73 euros/heure.

Cependant, la circulaire n°2008-18 en date du 14 mai 2008 de Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne a modifié ce taux.

Mr GAUFRIAU : A compter de quelle date ce tarif est-il applicable ?

Mr le Maire : avec effet immédiat

Mr DIOT : que signifie classe normal et hors classe

Mr le Maire : C’ est en fonction de la carrière de l’agent.

*Délibération*

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date 15 septembre 2005 la rémunération des personnels enseignants exerçant des missions de surveillance de cantine et d’études surveillées.

Vu la circulaire n°2008-18 du Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne du 14 mai 2008 portant taux de rémunération des heures supplémentaires effectuées par les enseignants des écoles,

Vu le budget communal,

Considérant qu’il convient de modifier les taux de rémunération,

**Après en avoir délibéré,**

 **LE CONSEIL MUNICIPAL**

 **A l’unanimité**

**DECIDE** d’appliquer les taux suivants au personnel enseignant exerçant une activité de surveillance de cantine et des études surveillées :

* **Taux de l’heure d’étude surveillée**
	+ Instituteurs – directeurs d’école élémentaire : 19,14 euros
	+ Professeurs des écoles (classe normale) : 21,51 euros
	+ Professeurs des écoles (hors-classe) : 23,66 euros
* **Taux de l’heure de surveillance**
	+ Instituteurs – directeurs de l’école élémentaire : 10,21 euros
	+ Professeurs des écoles (classe normale) : 11,47 euros
	+ Professeurs des écoles (hors classe) : 12,62 euros

**DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

**5-Suppression d’un poste d’Attaché Territorial**:

Rapporteur Mr le Maire

Il appartient au Conseil Municipal de fixer l’effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. Suite à une mutation il convient de supprimer un poste d’Attaché Territorial

*Délibération*

Conformément à l’article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l’organe délibérant de la collectivité ou de l’établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l’effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Vu la délibération du 19 février 2008 fixant le taux de promotion à 100%,

Considérant le tableau des effectifs,

Considérant la nécessité de supprimer un poste d’attaché territorial suite à une mutation,

 **LE CONSEIL MUNICIPAL**

 **A l’unanimité**

**DECIDE l**a suppression d’un emploi permanent à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaires dans le grade d’attaché territorial – cadre d’emploi des attachés territoriaux.

**DECIDE** de modifier le tableau des emplois :

Filière : Administrative

Cadre d’emploi : Attaché Territorial

Grade : Attaché territorial

Ancien effectif :un

Nouvel effectif : zéro

**DECIDE** d’adopter la modification du tableau des emplois ainsi proposée

**6- Suppression d’un poste d’Agent de maîtrise**

Rapporteur Mr le Maire

Suite à un avancement de grade il convient de supprimer un poste d’agent de maîtrise

*Délibération*

Vu la délibération du 19 février 2008 fixant le taux de promotion à 100%,

Considérant le tableau des effectifs,

Considérant la nécessité de supprimer un poste d’agent de maîtrise suite à avancement de grade,

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

 **A l’unanimité**

**DECIDE** la suppression d’un emploi permanent à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaires dans le grade d’attaché territorial – cadre d’emploi des attachés territoriaux.

* Le tableau des emplois est ainsi modifié:

Filière : Technique

Cadre d’emploi : Agent de Maîtrise

Grade : Agent de Maîtrise

Ancien effectif : deux

Nouvel effectif : un

**DECIDE** d’adopter la modification du tableau des emplois ainsi proposée.

**FINANCES**

Rapporteur Mr Broquet

**7- Approbation du compte administratif de la commune pour l’exercice 2011**

Mr Broquet demande à Mr le Maire de bien vouloir quitter la salle du conseil Il est proposé au Conseil Municipal de voter le compte administratif M14 de l’année 2011.

*Délibération*

Procédant au règlement définitif du budget de 2011, propose de fixer comme suit, les résultats des différentes sections budgétaires ;

Ayant Entendu l’exposé de son rapporteur, Monsieur BROQUET, Adjoint au Maire chargé des Finances,

**Après en avoir délibéré,**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

 **A l’unanimité**

**ARRETE** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessous :

* Section de Fonctionnement :

Dépenses : 2 398 290,39 euros

Recettes : 2 772 798,74 euros

* Section d’Investissement :

Dépenses : 197 527,22 euros

Recettes : 697 546,60 euros

 Résultat de l’exercice 2011 :

 Fonctionnement excédent : 374 508,35 euros

 Investissement excédent: 500 019,38 euros

**APPROUVE** le Compte Administratif de la Commune exercice 2011.

Mr le Maire reprend la présidence du CM

**8- Approbation du compte de gestion du trésorier principal pour l’exercice 2011**

Il est proposé au Conseil Municipal de voter le compte de gestion M14 de l’année 2011.

Statuant sur l’ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

Statuant sur l’exécution du budget de l’exercice 2011 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

 *Délibération*

Ayant Entendu l’exposé de son rapporteur, Monsieur BROQUET, Adjoint au Maire chargé des Finances,

**Après en avoir délibéré,**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

 **A l’unanimité**

**DECLARE** que le compte de gestion dressé pour l’exercice 2011 par le trésorier principal, visé et certifié conforme par l’ordonnateur, n’appelle ni observation ni réserve de sa part.

Celui-ci fait ressortir un résultat pour l’exercice 2011 :

Fonctionnement excédent : 374  508,35 euros portant l’excédent de clôture à 505 985.39

Investissement excédent : 500  019,38 euros portant l’excédent de clôture à 25 940.28

Résultats en tous points conformes au compte administratif 2011 de la commune

**9- Affectation des résultats de l’exercice de la commune pour l’année 2012**

* Le compte administratif ayant été approuvé il convient d’effectuer l’affectation définitive des résultats de l’exercice de la commune pour l’année 2012 comme suit :

 Section de Fonctionnement : excédent 374 508,35 euros

 Section d’Investissement : excédent 500 019,38 euros

 *Délibération*

Ayant Entendu l’exposé de son rapporteur, Monsieur BROQUET, Adjoint au Maire chargé des Finances,

**Après en avoir délibéré,**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

 **A l’unanimité**

**DECIDE** d’affecter dans le cadre du budget de la commune pour l’année 2012 :

* Excédent d’investissement : 25 940,28 euros au compte 001
* Excédent de fonctionnement : 505 985,39 euros au compte 002

**10-Vote du taux des taxes locales pour 2012**

Il est proposé au Conseil Municipal de fixer les taux des taxes locales au titre de l’année 2011 dans les mêmes conditions que l’année 2011 :

 *Délibération*

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le budget communal,

Considérant qu’il convient de fixer les taux des taxes locales pour l’année 2012,

Ayant Entendu l’exposé de son rapporteur, Monsieur BROQUET, Adjoint au Maire chargé des Finances,

**Après en avoir délibéré,**

 **LE CONSEIL MUNICIPAL**

 **A l’unanimité**

**DECIDE** de fixer les taux des taxes locales pour l’année 2012 comme suit :

**Taxe d’Habitation** : **16.72** %

**Foncier Bâti** : **15,62** %

**Foncier Non Bâti** : **50.01** %

**Cotisation Foncière des Entreprises** : **19,20**%

**11- Vote du taux de la Taxe d’Enlèvement des Ordures Ménagères pour l’année 2012**

 Il est proposé au Conseil Municipal de maintenir le taux de la Taxe d’Enlèvement des Ordures Ménagères comme suit pour l’année 2011 :

 *Délibération*

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le budget communal,

Considérant qu’il convient de fixer le taux de la Taxe d’Enlèvement des Ordures Ménagères,

Ayant Entendu l’exposé de son rapporteur, Monsieur BROQUET, Adjoint au Maire chargé des Finances,

**Après en avoir délibéré,**

 **LE CONSEIL MUNICIPAL**

 **A l’unanimité**

**DECIDE** de maintenir le taux de la Taxe d’Enlèvement des Ordures Ménagères pour l’année 2012 comme suit :

* **Taux de la TEOM : 14,40 %**

Mr DEN HOLLANDER**:** C’est un service qui coûte beaucoup et qui est déficitaire

Mr PEDA : Le déficit risque de s’accentuer cette année

**12- Détermination du montant des subventions accordées aux associations – budget de la commune -année 2012**

A la suite des demandes de subventions reçues, il est proposé au Conseil Municipal de voter comme suit et d’inscrire au budget les crédits correspondants :

*Délibération*

**Après en avoir délibéré,**

 **LE CONSEIL MUNICIPAL**

 **Adopte à l’unanimité**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Nom | Commune | Montant demandé | MONTANT PROPOSE | **Vote:** |  |
| Association Loisirs Jeunes | Villevaudé | 800 | 800 | A l’unanimité |  |
| Amicale du Personnel | Villevaudé | 5000 | 4000 | A l’unanimité |  |
| Bibliothèque de la Roseraie | Villevaudé | 3900 | 3900 | A l’unanimité |  |
| AS LE PIN | Villevaudé | 2500 | 1000 | A l’unanimité |  |
| Atelier Créatif | Villevaudé | 800 | 800 | A l’unanimité |  |
| DDO | Villevaudé | 3000 | 3000 | 10 voix Pour1 abstention  |  |
| FRAV | Villevaudé | 11500 | 10500 | A l’unanimité |  |
| TCV | Villevaudé | 2000 | 2000 | A l’unanimité |  |
| CIV | Villevaudé | 5000 | 4500 | A l’unanimité |  |
| Association des Parents et Amis de Personnes Handicapées | Conches-sur-Gondoire | 480 | 80 | 10 voix Pour1 abstention |  |
| Association départementale pour le don d’organes et de tissus humains de Seine-et-Marne | \* | \* | 80 | 10 voix Pour1 abstention |  |
| AVIMEJ | Meaux | \*150 | 80 | 10 voix Pour1 abstention |  |
| Secours Populaire Français – Fédération de Seine-et-Marne | Melun | 200\* | 80 | 10 voix Pour1 abstention |  |
| La Prévention Routière | Melun | \* | 80 | 10 voix Pour1 abstention |  |
| AIP | Mitry-Mory | \* | 80 | 10 voix Pour1 abstention |  |
| Jeunes Sapeurs Pompiers | Claye-Souilly | \* | 80 | A l’unanimité |  |
| Espace des usagers | Lagny | \* | 80 | 9 voix Pour2 abstentions |  |
| Association française des sclérosés en plaque | Launaguet (31) | \* | 80 | 10 voix Pour1 abstention |  |
| Bibliothèque sonore départementale | Meaux | \* | 80 | A l’unanimité |  |
| Pompiers de Claye | Claye | \* | 80 | A l’unanimité |  |
| Pompiers de Lagny | Lagny | \* | 80 | A l’unanimité |  |
| La Ligue contre le Cancer – Seine-et-Marne | Melun | \* | 80 | 10 voix Pour1 abstention |  |
| Les restos du Cœur | Melun | \* | 80 | 10 voix Pour1 abstention |  |

**13- Classe de Découvertes – Printemps 2012**

Les classes de CM1 et CM2 de l’école Ivan Peychès souhaitent partir en classe de découvertes au printemps 2012 en Bretagne.

*Délibération*

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Budget Communal,

**Vu** la proposition de séjour présentée par l’organisme :

* « Côté Découvertes »

 16 rue du Château

 77300 FONTAINEBLEAU

**Ayant entendu** l’exposé de son rapporteur, Monsieur Clément GAUFRIAU, Adjoint au Maire chargé des affaires scolaires,

**Après en avoir délibéré,**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**A l’unanimité**

 10 voix Pour, 1 abstention

**DECIDE de confier** l’organisation du séjour du 5 mai au 11 mai 2012 en classe de découvertes ,de la classe de CM2, à l’organisme « Côté Découvertes » sis à Fontainebleau – 16 rue du Château.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention avec l’organisme concerné.

**Dit** que le coût du séjour est de 473,00 euros par élève.

**FIXE** la participation des familles à 188,00 euros pour un enfant et 250,00 euros pour deux enfants d’une même famille participant au séjour.

 **Dit** que cette dépense sera inscrite au budget de l’exercice 2012.

**14-** **Vote du budget de la commune pour l’exercice 2012**

 Il est proposé au Conseil Municipal de voter le budget M14 de l’année 2012.Le budget est voté par chapitre

*Délibération*

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant qu’il convient de voter le budget primitif de la commune pour l’année 2012,

Entendu l’exposé de son rapporteur, Monsieur BROQUET, Adjoint au Maire chargé des Finances,

**Après en avoir délibéré,**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

 **A l’unanimité**

**ADOPTE** , avec un vote par chapitre, le budget primitif de la commune pour l’année 2012, qui s’ équilibre en dépenses et en recettes à savoir :

* Dépenses : 4  986  985,39 euros
* Recettes  : 4  986  985,39 euros

Et reparti: Section de Fonctionnement : 3  284  485,39. Euros (chapitre 014- 1 abstention)

 Section d’Investissement  : 1  702  500,00. euros

Mr GAUFRIAU souligne que s’il s’abstient pour le vote de la section de fonctionnement c’est uniquement en raison du FNGIR et précise le fait qu’il ne veut pas remettre en cause l’équilibre budgétaire

**15- Approbation du compte administratif relatif au service assainissement pour l’année 2011**

Il est proposé au Conseil Municipal de voter le compte administratif M49 relatif au service assainissement de l’année 2011.

Procédant au règlement définitif du budget assainissement de 2011, propose de fixer comme suit, les résultats des différentes sections budgétaires ;

 *Délibération*

**VU** le code général des collectivités territoriales

Ayant Entendu l’exposé de son rapporteur, Monsieur BROQUET, Adjoint au Maire chargé des Finances,

**Après en avoir délibéré,**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

 **A l’unanimité**

**ARRETE** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessous :

:

* Section de Fonctionnement :

Dépenses : 56 611,29 euros

Recettes : 67 873,69 euros

* Section d’Investissement :

Dépenses : 34 914,92 euros

Recettes : 81 364,44 euros

 Résultat de l’exercice 2011 :

 Fonctionnement excédent : 11 262,40 euros

 Investissement excédent: 46 449,52 euros

**APPROUVE** le Compte Administratif assainissement exercice 2011.

**16- Approbation du compte de gestion du trésorier principal relatif au service assainissement pour l’année 2011**

Il est proposé au Conseil Municipal de voter le compte de gestion M49 relatif au service assainissement de l’année 2011.

Statuant sur l’ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

Statuant sur l’exécution du budget de l’exercice 2011 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

*Délibération*

**VU** le code général des collectivités territoriales

Ayant Entendu l’exposé de son rapporteur, Monsieur BROQUET, Adjoint au Maire chargé des Finances,

**Après en avoir délibéré,**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

 **A l’unanimité**

**DECLARE** que le compte de gestion dressé pour l’exercice 2011 par le trésorier principal, visé et certifié conforme par l’ordonnateur, n’appelle ni observation ni réserve de sa part.

Celui-ci fait ressortir un résultat pour l’exercice 2011 :

Fonctionnement excédent : 11 262.40 euros portant l’excédent de clôture à 225 884.43

Investissement excédent : 46 449.52 euros portant l’excédent de clôture à 312 853.20

Résultats en tous points conformes au compte administratif 2011 de la commune

**17- Affectation des résultats de l’exercice assainissement pour l’année 2011**

Il est proposé au Conseil Municipal d’effectuer une reprise des résultats de l’exercice M49 de la commune pour l’année 2011 comme suit :

*Délibération*

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le budget assainissement,

Considérant qu’il convient d’effectuer l’affectation des résultats du budget assainissement pour l’année 2012,

* Section de Fonctionnement : excédent 11 262,40 euros
* Section d’Investissement : excédent 46 449,52 euros

Report antérieurs :

Excédent de Fonctionnement : 214 622,03 euros

Excédent d’Investissement : 266 403,68 euros

Ayant Entendu l’exposé de son rapporteur, Monsieur BROQUET, Adjoint au Maire chargé des Finances,

**Après en avoir délibéré,**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

 **A l’unanimité**

**DECIDE** d’affecter dans le cadre du budget d’assainissement pour l’année 2012 :

* Excédent d’investissement : 312 8853.20 euros au compte 001
* Excédent de fonctionnement reporté : 225 884.43 euros au compte 002

**18-Vote du budget relatif au service assainissement pour l’exercice 2012**

Considérant qu’il convient de voter le budget primitif assainissement de la commune pour l’année 2012,

Ayant Entendu l’exposé de son rapporteur, Monsieur BROQUET, Adjoint au Maire chargé des Finances,

*Délibération*

**Après en avoir délibéré,**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

 **A l’unanimité**

**ADOPTE** , avec un vote par chapitre, le budget primitif de l’assainissement pour l’année 2012, qui s’ équilibre en dépenses et en recettes à savoir :

* Dépenses : 918 501,76 euros
* Recettes  : 918 501,76 euros

Et reparti: Section de Fonctionnement  : 296 604,12 euros

 Section d’Investissement  : 621 897,24 euros

**URBANISME**

**19- Protocole d’accord concernant la rétrocession des équipements communs des lotissements « Les Grous »**

Monsieur le Maire rappelle que lors de la réunion du 5 octobre 2011, la commune et la Société LOGINDI AMENAGEMENT, promoteur des lotissements « Les Grous » ont trouvé un accord afin de rendre possible la rétrocession des équipements communs.

Mme BIASON tient à faire une remarquer et souligne son inquiétude concernant les remises en état .Les trottoirs sont défectueux et à aucun moment, dans le protocole, il n’est question de leur remise en état. Sa première crainte est de léser les personnes et la seconde est que la commune soit dans l’obligation de prendre à sa charge la totalité des travaux.

Sente des Grous pour la voirie nous ne maîtrisons pas le foncier .Son souhait est de ne pas bloquer la situation qui perdure depuis trois ans .De plus le contact avec Logendi est difficile.

Mr TALATIZI : Nous devons tout de même avoir des rapports vidéo des canalisations pour constater leur état .Il faut un véritable état des lieux à ce jour

Mr DIOT : Nous ne souhaitons pas bloquer la situation mais il faut tout de même un minimum de garantie

Mr le Maire fait interrompre la séance afin de donner la parole au public.

Reprise de la séance

Mme BIASON : Soit nous acceptons le protocole soit nous le refusons et les personnes se retrouvent dans le noir ; c’est un problème moral

Mr DIOT : Nous n’avons pas tous les éléments qui nous garantissent de nous protéger.

Après concertation le conseil municipal décide d’autoriser le Maire à signer le protocole sous réserve de présentation des certificats de conformité et de la garantie décennale

*Délibération*

**CONSIDERANT** que la remise en état des équipements ayant été partiellement effectuée par le promoteur, il convient que la commune reprenne les équipements et la voirie dans son domaine communal.

**Ayant entendu** l’exposé de son rapporteur, Madame Sandrine BIASON, Adjointe au Maire chargée de l’Urbanisme et des travaux

**Après en avoir délibéré,**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

 **A l’unanimité**

**D’ACCEPTER** le protocole d’accord établi par les avocats de la commune et la Société LOGINDI AMENAGEMENT,

**D’AUTORISER** Monsieur le Maire a signé ce protocole et toutes pièces afférentes à ce dossier , **à la condition exclusive de présentation des certificats de conformité relatifs aux voiries , aux installations et divers réseaux ainsi que l’attestation de garantie décennale**

**DIVERS**

**20- Modification de la composition des commissions communales**

Considérant la démission de Monsieur Eric AMBEAU et la demande de certains conseillers municipaux, il est proposé au Conseil Municipal de modifier les commissions communales :

 *Délibération*

**VU** le code général des collectivités territoriales notamment son article L.5212-7

**CONSIDERANT** l’ élection de Mme BIASON en qualité d’ adjointe au maire et la demande de certains conseillers municipaux, il est proposé au Conseil Municipal de modifier les commissions communales :

**AYANT ENTENDU** l’exposé de Monsieur le Maire

**Après en avoir délibéré,**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

 **A l’unanimité**

**COMMISSION DES FINANCES**

Désignation de Monsieur BROQUET, Monsieur FERAL et Monsieur PEDA.

**COMMISSION DES TRAVAUX – URBANISME – ENVIRONNEMENT**

Désignation de Madame BIASON, Madame PINEZIC, Monsieur DEN HOLLANDER, Monsieur BROQUET, Monsieur FERAL, Monsieur PEDA, Monsieur DIOT.

**COMMISSION SECURITE**

Désignation de Monsieur CHOPELIN, Monsieur DIOT et Monsieur TALATIZI.

**COMMISSION SCOLAIRE-ASSOCIATIONS**

Désignation de Monsieur GAUFRIAU, Monsieur DIOT et Monsieur PEDA

**INTERCOMMUNALITE**

Désignation de Monsieur André CHOPELIN et Monsieur Alain BROQUET

**COMMUNICATION**

Désignation de Madame Catherine GODART, Madame Sandrine BIASON et Monsieur Clément GAUFRIAU

**OUVERTURE DES PLIS**

Désignation de Monsieur André CHOPELIN, Madame BIASON, Monsieur BROQUET et Monsieur DEN HOLLANDER

**21- Désignation de délégués titulaires et suppléants au Nouveau Syndicat Intercommunal de la Plaine de France.**

Monsieur le Maire rappelle l’adhésion de la commune au nouveau syndicat intercommunal de la Plaine de France .

A ce titre, il convient de désigner deux délégués titulaires et un délégué suppléant pour représenter la commune de Villevaudé au comité syndical du nouveau syndicat intercommunal de la Plaine de France

*Délibération*

**VU** le code général des collectivités territoriales notamment son article L.5212-7

**VU** la délibération n° 8 du 9/06/2011 portant sur l’adhésion de la commune au Syndicat Intercommunal de la Plaine de France

**CONSIDERANT** qu’il convient de désigner deux délégués titulaires et un délégué suppléant

**AYANT ENTENDU** l’exposé de Monsieur le Maire

**Après en avoir délibéré,**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

 **A l’unanimité**

**DECIDE de nommer**

**Monsieur André CHOPELIN ET Monsieur Alain BROQUET membres titulaires**

**Monsieur Clément GAUFFRIAU membre suppléant**

Afin de représenter la commune de Villevaudé au sein du comité syndical du Nouveau Syndicat de la Plaine de France

**22- Modification des délégués auprès du C.A.U.E. 77**

Monsieur le Maire rappelle le nom des délégués titulaires représentant la commune au sein du Conseil d’architecture, d’urbanisme et de l’environnement de Seine-et-Marne :

* Monsieur Eric AMBEAU
* Monsieur Eric TALATIZI

A la suite de la démission de Monsieur Eric AMBEAU, il convient de désigner un nouveau membre.

*Délibération*

**VU** le code général des collectivités territoriales notamment son article L.5212-7

**CONSIDERANT** qu’il convient de désigner un délégué suite à une démission

**AYANT ENTENDU** l’exposé de Monsieur le Maire

**Après en avoir délibéré,**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

 **A l’unanimité**

**DECIDE de nommer**

**Monsieur Jean DEN HOLLANDER membre titulaire**

**Monsieur Eric TALATIZI membre suppléant**

Afin de représenter la commune de Villevaudé au sein du CAUE 77

**23- Modification des délégués auprès du S.I.E.R. du canton de Claye-Souilly et communes limitrophes.**

Monsieur le Maire rappelle le nom des délégués titulaires et suppléants représentant la commune au sein du Syndicat Intercommunal d’Energie en réseau du canton de Claye-Souilly et communes limitrophes :

*Délégués Titulaires*

* Monsieur Eric AMBEAU
* Monsieur Eric TALATIZI

*Délégués Suppléants*

* Monsieur Jean DEN HOLLANDER
* Monsieur Michel GOURMELON

A la suite de la démission de Monsieur Eric AMBEAU, il convient de désigner un nouveau membre.

*Délibération*

**VU** le code général des collectivités territoriales notamment son article L.5212-7

**CONSIDERANT** qu’il convient de désigner un délégué suite à une démission

**AYANT ENTENDU** l’exposé de Monsieur le Maire

**Après en avoir délibéré,**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

 **A l’unanimité**

**DECIDE de nommer**

**Monsieur Jean DEN HOLLANDER membre titulaire** avec Mr Talatizi déjà membre

**Madame Sandrine BIASON membre suppléant** avec Mr Gourmelondéjà membre

Afin de représenter la commune de Villevaudé au sein du S.I.E.R du canton de Claye-Souilly et communes limitrophes

**INFORMATIONS DIVERSES**

Séance levée à 23 heures 50 minutes